

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Université de Toulouse
41, allées Jules Guesde – CS 61321
31013 Toulouse

Marché 2023-070 à 078

**Construction de l'annexe et mise en conformité du Centre d'Activités Polyculturelles (CAP)
situé sur le campus de Rangueil à Toulouse**

*Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la
commande publique*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Sommaire

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 Pouvoir adjudicateur	5
1.2 Mode de passation	5
1.3 Décomposition du marché.....	5
1.3.1 Allotissement.....	5
1.3.2 Tranches.....	6
1.3.3 Variantes.....	6
1.3.4 Prestations supplémentaires éventuelles	7
1.4 Forme du marché.....	7
1.5 Réalisation de prestations similaires	7
1.6 Intervenants	7
2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	8
CHAPITRE II – REALISATION DES OUVRAGES	9
3. DUREE DU MARCHE	9
3.1 Durée du marché	9
3.2 Délais d'exécution	9
3.3 Planning d'exécution détaillé	9
3.4 Prolongation du délai d'exécution.....	10
4. PENALITES.....	10
5. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
5.1 Les ordres de service	11
5.2 Préparation des travaux	11

5.3	Remise des documents d'études et plan d'exécution	11
5.4	Registre de chantier	11
5.5	Réunion de chantier	11
5.6	Obligations du titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale	12
5.7	Sécurité et hygiène du chantier	12
6.	TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX	12
7.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	13
7.1	Réception	13
7.1.1	<i>Dispositions applicables à la réception</i>	13
7.1.2	<i>Levée des réserves</i>	13
7.2	Documents fournis après exécution	13
8.	GARANTIES	13
8.1	Garantie de parfait achèvement.....	13
8.2	Garantie biennale.....	13
8.3	Garantie décennale.....	14
9.	ASSURANCES.....	14
9.1	Assurances souscrites par le titulaire	14
9.1.1	Assurance de responsabilité civile professionnelle	14
9.1.2	Assurance de responsabilité décennale :.....	15
9.1.3	Dispositions communes	15
9.2	Assurance souscrite par la personne publique.....	15
	CHAPITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES	16
10.	CLAUSES DE FINANCEMENT	16
10.1	Retenue de garantie	16
10.2	Avance	16
10.3	Nantissement.....	17
11.	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	17

11.1	Répartition des dépenses - contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	17
11.1.1	<i>Répartition des dépenses communes de chantier.....</i>	<i>17</i>
11.1.2	<i>Contenu des prix</i>	<i>17</i>
11.1.3	<i>Règlement des comptes</i>	<i>18</i>
11.1.3.3	<i>Présentation des demandes de paiement</i>	<i>18</i>
11.2	Variation dans les prix	19
11.3	Application de la taxe à la valeur ajoutée	20
11.4	Agrément et paiements des sous-traitants.....	20
11.5	Conditions d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :	20
11.6	Délai global de paiement du titulaire et du sous-traitant payé directement	21
	CHAPITRE IV RESILIATION	21
13.	RESILIATION - MESURES DE RESILIATION	21
14.	DIFFERENDS ET LITIGES	21
15.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	22

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché est un marché de travaux relatif à la construction de l'annexe du Centre d'Activités Polyculturelles (CAP) situé sur le campus de Rangueil et la mise en conformité de l'existant.

Le CAP est un bâtiment dédié aux événements culturels et activités organisées par le milieu associatif de l'Université (étudiants) qui dispose d'une salle événementielle d'environ 300 m².

Sur cette base, le projet comprend trois objectifs :

- la construction d'un bâtiment neuf (Annexe du CAP), structurellement et sécuritairement indépendant, d'une surface de plancher d'environ 280m² destiné à accueillir les activités culturelles étudiantes (actuellement localisées dans des locaux d'enseignement ou voués à être démolis),
- l'extension des loges existantes de la salle du CAP
- les travaux nécessaires à lever les non conformités en terme d'accessibilité (Ad'AP) du bâtiment existant du CAP

La description des ouvrages attendus et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot.

Lieu d'exécution :

Les travaux à réaliser sont situés 75 cours Rosalind Franklin – 31400 Toulouse. Il est par ailleurs précisé que pour la partie existante les travaux sont à réaliser en site occupé.

1.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage de l'opération, est l'Université de Toulouse
41, allées Jules Guesde – CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6

1.2 Mode de passation

Le présent marché est passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique.

Cette procédure fait suite au classement sans suite de la précédente consultation pour des motifs d'ordre économique.

1.3 Décomposition du marché

1.3.1 Allotissement

Les travaux sont répartis en 9 lots séparés qui sont définis comme suit :

LOT	INTITULE	CODE CPV
01	VRD	45112500
02	DEMOLITIONS / GROS OEUVRE	45111100-9 45223220-4
03	ETANCHEITE	45261420-4
04	CLOISONS/ FAUX PLAFONDS	45421152-4

05	REVETEMENTS DE SOLS ET MURS	45430000
06	MENUISERIE INTERIEURE	45421000-4
07	MENUISERIE EXTERIEURES/ SERRURRIE	45421000-4 44316500-3
08	ELECTRICITE CFO/CFA	45310000-3
09	CVC/ PLOMBERIE	45331000-6 45330000-9

1.3.2 Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches conforme aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique.

Cette décomposition est la suivante :

- ✓ Lot 01 : VRD
 - Tranche ferme : Les prestations prévues dans le lot concerné et repris dans la CDPGF
 - Tranche optionnelle n°1 : Extension du parvis en béton balayé
- ✓ Lot 06 : Menuiseries intérieures
 - Tranche ferme : Les prestations prévues dans le lot concerné et repris dans la CDPGF
 - Tranche optionnelle n°2 : Mobilier - Caissons assises / Rangement
 - Tranche optionnelle n°3 : Mobilier - Casiers de rangement
- ✓ Lot 08 : Electricité
 - Tranche ferme : Les prestations prévues dans le lot concerné et repris dans la CDPGF
 - Tranche optionnelle n°4 : Vidéosurveillance

L'affermissement de la tranche optionnelle est subordonné à la décision de la maîtrise d'ouvrage notifiée au titulaire par écrit.

L'exécution des prestations de la tranche optionnelle devra démarrer dès la notification de l'affermissement de la tranche concernée.

Aucune indemnité d'attente ni de dédit ne sera due au titulaire en cas de non affermissement de la tranche optionnelle. Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur n'affermir pas la tranche optionnelle, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci.

1.3.3 Variantes

Le marché prévoit les variantes obligatoires suivantes :

- Pour le lot 02 (article 4.4.1 CCTP Lot 2) :
 - Offre de base : aspect fini de teinte uniforme (béton teinté dans la masse)
 - Offre variante : lasure sur façade béton
 -
- pour le lot 06 (Descriptions des ouvrages - II.2 CCTP Lot 6):
 - Offre de base : Remplacement de la banque d'accueil par du mobilier neuf
 - Offre variante : adaptation de la banque d'accueil par du mobilier existant.
- pour le lot 07 (Descriptions des ouvrages – II CCTP Lot 7) :
 - Offre de base : claustra bois
 - Offre variante claustra métallique

Le pouvoir adjudicateur précisera pour chaque lot dans l'acte d'engagement si la variante a été retenue.

1.3.4 Prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation prévoit la prestation supplémentaire éventuelle suivante pour le lot 06 :

- Mobilier - Meuble maquillages Loges (Description des ouvrages II.5 CCTP Lot 6)

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de la commander lors de la signature du marché.

1.4 Forme du marché

Les marchés résultant de cette procédure prennent la forme de marchés ordinaires traités à prix global et forfaitaire.

1.5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 Intervenants

MAITRE D'OUVRAGE :	UNIVERSITE DE TOULOUSE 41, allées Jules Guesde - CS 61321 31013 Toulouse cedex 09
MAÎTRE D'ŒUVRE :	ARCHITECTE MANDATAIRE : ATELIER D'ARCHITECTURE A4 59 Avenue Crampel 31400 Toulouse BUREAU D'ÉTUDE STRUCTURE – VRD : ISAO 150 rue Nicolas-Louis Vauquelin - 31100 Toulouse BUREAU D'ETUDE ELECTRICITE ET CVC : SACET 9 rue Jean Monnet – 31240 Saint Jean BUREAU D'ETUDE QUALITE ENVIRONNEMENTALE : NEOLIA 13 avenue Victor Hugo – 81370 Saint Sulpice BUREAU D'ETUDE ACOUSTIQUE : EMACOUSTIC 2 rue de la Sur – 31700 Beauzelle PAYSAGISTE : TOUT EST PAYSAGE

	227 rue Fragneau – 82000 MONTAUBAN
BUREAU DE CONTROLE :	ALPES CONTROLES 1 passage de l'Europe, Le Zodiaque - 31400 Toulouse
COORDINATEUR SPS	BTP CONSULTANTS 83 chemin de Ribaute - 31400 Toulouse
OPC	PM2O 5 Rte de Trémègne - 09100 Pamiers

Les missions confiées au maître d'œuvre sont les suivantes :

- Mission de base du au sens du code de la commande publique venant codifier la loi MOP : ESQ, APS/APD, PRO/DCE, ACT, VISA, DET, AOR/DOE.
- Missions complémentaires suivantes :
 - Expertise/Conseil et détermination des coûts de maintenance et d'exploitation de l'ouvrage (Mission ESTIM-EM)
 - Optimisation du coût global : coût Exploitation Maintenance (EM) et Gros Entretien Réparations (GER) (Mission COUT GLOBAL).
- Mission Synthèse (SYN)
- Mission Coordination Système de Sécurité Incendie (Coordination SSI)

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes : L + LE + SEI + F + PHa + Th + ATT Hand + VIEL + CONSUEL + DAAT + PBAVTD + ATT ADAP

2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par **dérogation à l'article 4.1** du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) du lot considéré et son ou ses annexe(s) financière(s) (CDPGF) dans la dernière version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- La mise au point éventuelle du marché
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots ainsi que ceux du lot considéré ;
- Le calendrier d'exécution détaillé validé par les parties lors de la période de préparation, le cas échéant actualisé lors de l'affermissement de(s) tranche(s)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Les pièces graphiques
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)
- Le tableau des non-conformité Ad'Ap
- Le planning prévisionnel d'exécution
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux et le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre

En cas de contradiction entre le CCTP et les différentes annexes, la contrainte la plus forte prime.

3. DUREE DU MARCHÉ

3.1 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

A titre indicatif, la durée des travaux est estimée à 10.5 mois, période de préparation comprise et tranches comprises dans le cas où une ou plusieurs seraient affermie(s).

Il est par ailleurs rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, dans le respect des mesures sanitaires. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

3.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux le marché comprend une période de préparation d'un mois à compter de la date portée sur l'ordre de service de démarrage notifié au titulaire. A l'issue de la période de préparation un ordre de service sera établis précisant la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de 9.5 mois. Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble conformément au calendrier d'exécution visé à l'article 3.3 du présent CCAP.

Concernant les tranches, il est précisé qu'en cas d'affermissement, le délai d'exécution de(s) tranche(s) optionnelle commencera à courir à compter de la date inscrite dans la décision d'affermissement notifiée par le maître de l'ouvrage. Il est précisé que le délai d'exécution de chaque tranche affermie devra s'enserrer dans le délai global d'exécution selon les modalités définies ci-après.

3.3 Planning d'exécution détaillé

L'OPC établira un planning d'exécution détaillé en collaboration avec les entreprises titulaires des différents lots.

Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux, il sera soumis pour approbation à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre au plus tard sept jours avant l'expiration de la période de préparation.

Ce planning détaillé sera notifié par ordre de service par le maître d'œuvre et se substituera au calendrier prévisionnel. Il servira de base à l'exécution du marché et à l'application des pénalités de retard prévues dans le cadre du marché. Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

En cas d'affermissement d'une ou plusieurs tranche(s) optionnelle(s) le délai d'exécution de ces tranches sera intégré au planning détaillé d'exécution qui sera alors actualisé et notifié par ordre de service après échange entre le titulaire, la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'OPC.

Au cours de la réalisation des travaux, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de réviser ce calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution puis de le notifier au titulaire par ordre de service en fonction des aléas constatés.

3.4 Prolongation du délai d'exécution

A peine de forclusion et de ne pouvoir notamment bénéficier des stipulations de l'article 18.2.2 du CCAG, le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner date certaine et dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution, sauf s'il s'agit d'une prolongation pour cause d'intempéries.

Les journées d'intempéries correspondant exclusivement aux jours d'intempéries au sens de l'article L. 5424-8 du code du travail, c'est à dire les intempéries pendant lesquelles le travail aura été momentanément arrêté, justifiées par les fiches de la station météorologique la plus proche.

Par ailleurs les journées d'intempéries ne sont considérées comme une cause de prolongation des délais d'exécution qu'à compter du 7^{ème} jour d'intempéries.

4. PENALITES

Par **dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux**, le titulaire est soumis aux pénalités suivantes sans mise en demeure préalable.

Il est précisé que toutes les pénalités sont non révisables et cumulatives.

Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable.

Aussi, **par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, aucun seuil d'exonération des pénalités n'est prévu. Enfin, **par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux**, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Dans le cadre du marché les pénalités suivantes sont ainsi applicables :

Retard pour non-respect du délai global	300 € par jour calendaire de retard
Pénalités pour retard de levée de réserves	150 € par jour calendaire
Pénalités pour retard dans la remise du PPSPS, des échantillons	300 € par jour calendaire
Pénalités de retard pour non évacuation des déchets	150 € par jour calendaire
Pénalités pour retard dans le nettoyage du chantier	300 € par jour calendaire
Pénalité pour retard dans l'évacuation de fin de chantier	150 € par jour calendaire
Pénalités pour non-respect des consignes d'accès au site et d'intervention	300 € par infraction constatée et/ ou 150 € par jour calendaire
Pénalités pour absence de continuité de service	200 € par jour calendaire
Pénalités pour absence ou retard (> à 15minutes) aux rendez-vous de chantier, aux réunions d'ordonnancement, aux réunions provoquées par la maîtrise d'œuvre, par le CSPS ou le maître d'ouvrage	300€ HT par infraction
Pénalités pour retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés	200 € HT par jour calendaire
Pénalité pour retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	200 € HT par jour calendaire
Pénalités relatives à la protection du site : Dépôt dans une benne non appropriée Cantonnement non entretenu Stockage en zone interdite Dépôt de gravats sauvage	200€ par infraction

Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant	500€ HT par infraction
Pénalités pour non-respect des consignes d'accès au site et d'intervention	300 € HT par infraction constatée et/ ou 200 € par jour calendaire

5. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX

En plus des dispositions indiquées dans le CCTP commun et dans les CCTP propres à chaque lot les précisions suivantes sont apportées :

5.1 Les ordres de service

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Ainsi, seront signés ou contresignés par le maître d'ouvrage les ordres de services suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- Notification de la date de commencement des travaux
- Modification des délais d'exécution du marché
- Notification du prix nouveau aux titulaires pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Interruption ou ajournement des travaux
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,

En conséquence, tous travaux supplémentaires ou modifications techniques ne pourront être exécutés qu'après accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage notifie les ordres de service au titulaire selon tout moyen permettant de donner date certaine.

5.2 Préparation des travaux

Par **dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux** le marché comprend une période de préparation d'un mois à compter de la date portée sur l'ordre de service de démarrage notifié au titulaire.

Pendant cette période de l'ensemble des documents prévus par le CCTP0 est du.

5.3 Remise des documents d'études et plan d'exécution

L'élément de mission EXE est confié au titulaire conformément aux dispositions de la partie « Organisation du chantier - article IV » du CCTP 0 et des CCTP propres à chacun des lots.

Les plans, notes et études sont soumis au visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle, en temps utile conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Le délai de délivrance du visa par le maître d'œuvre est fixé à 15 jours Le titulaire ne pourra pas commencer l'exécution d'un ouvrage sans avoir reçu de visa favorable des intervenants précités sur l'ensemble des documents nécessaires.

5.4 Registre de chantier

Par **dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux**, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

5.5 Réunion de chantier

La partie « Organisation du chantier - article II » du CCTP 0 est applicable.

La fréquence des réunions de chantier est hebdomadaire. La définition des jours et horaires seront fixés lors de la réunion de démarrage. Les convocations des entreprises se feront ensuite chaque semaine par l'intermédiaire des compte-rendu de chantier OPC et MOE.

5.6 Obligations du titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

Le titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail dans sa version issue du décret n° 2008-244 du 7 mars 2008. Il s'agit, lorsque le titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois ;
- D'une attestation sur l'honneur datée et signée du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

En cas de titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Par ailleurs, le titulaire remet également la liste des salariés étrangers (article D8254-2 du Code du travail).

5.7 Sécurité et hygiène du chantier

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 31.4 du CCAG, le titulaire doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. Il est par ailleurs indiqué que le titulaire devra tenir compte des indications prises par le SPS.

6. TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux et en application des articles R.2194-2 à R.2194-9 du code de la commande publique, lorsque les travaux exécutés atteignent le montant contractuel, le représentant du pouvoir adjudicateur peut soit conclure un avenant soit notifier au titulaire une décision de poursuivre. A défaut, les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

Pour qu'une modification des travaux puisse entraîner une plus ou moins-value du prix forfaitaire convenu il faut qu'elle ait été demandée par le maître d'ouvrage et qu'elle entraîne novation par rapport au CCTP. Si des modifications sont apportées par le titulaire à la consistance des ouvrages par suite d'imprécisions dans ses études d'exécution ou d'erreurs dans l'exécution des travaux, le montant du marché ne pourra en aucun cas être modifié.

A cette fin, les prix d'unités indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire pourront servir à déterminer le montant des éventuelles modifications demandées par le pouvoir adjudicateur.

Ainsi, les travaux modificatifs devront, avant exécution, faire l'objet d'un ordre de service et d'une fiche de modification travaux signée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage mentionnant les répercussions sur les prix et les délais.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux, la diminution de la masse des travaux opérée par le maître de l'ouvrage peut être supérieure au 1/20ème de la masse des travaux, sans que l'titulaire puisse réclamer une indemnité pour préjudice.

7. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 Réception

7.1.1 Dispositions applicables à la réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux, compte tenu des compléments suivants.

Par **dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux**, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise.

Le marché fera l'objet d'une réception globale, tranche ferme et tranche(s) optionnelle(s) affermie(s). Dans le cas où les tranches optionnelles seraient réalisées en dehors du délai global d'exécution une réception partielle sera envisagée dans les conditions fixées par l'article 42 du CCAG Travaux.

7.1.2 Levée des réserves

Les dispositions de l'article 41.5 et 41.7 du CCAG Travaux sont applicables. En cas d'absence des levées des réserves dans les délais fixés, des pénalités pourront être appliquées.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves sont soumis, avant exécution, à l'approbation du maître d'œuvre, ainsi que le cas échéant, pour avis au contrôleur technique, sans pour autant que les délais d'exécution soient remis en cause.

Le coût des travaux exécutés aux frais et risques du titulaire défaillant et éventuellement le montant des pénalités de retard peut être prélevé sur les sommes dont le maître d'ouvrage peut être encore redevable au titulaire concerné et une compensation, dans ce cas s'opère de plein droit entre le prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus, le tout sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la retenue de garantie.

7.2 Documents fournis après exécution

Les dispositions de la partie « Tolérance – Contrôle et essais article IV » du CCTP 0 et des CCTP propres à chacun des lots sont ici applicables.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer que les documents remis après exécution sont bien conformes à l'exécution, il devra donc reporter sur les plans toutes éventuelles modifications intervenues en cours de chantier.

8. GARANTIES

8.1 Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, la garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la réception des travaux s'applique, sous réserve d'une décision de prolongation de la présente garantie dans les conditions fixées par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

8.2 Garantie biennale

Les éléments d'équipement de l'ouvrage n'entrant pas dans le champ de la garantie décennale font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux (2) ans à compter de sa réception au sens de l'article 1792.3 du Code civil.

Le délai de la garantie de bon fonctionnement s'applique aux équipements qualifiés de dissociables des ouvrages de viabilité, fondation, d'ossature, de clos et de couvert.

8.3 Garantie décennale

La garantie décennale impose au constructeur de réparer les dommages survenus au cours des 10 années suivant la réception et qui : soit compromettent la solidité de l'ouvrage construit (par exemple, risque d'effondrement), soit rendent l'immeuble construit impropre à sa destination (par exemple, défaut d'étanchéité, fissurations importantes). Elle s'étend aux éléments d'équipements indissociables de l'ouvrage (canalisation, éclairage...).

Il est à noter que dès lors que des travaux sont réalisés sur une zone, la garantie décennale recommence pour la zone concernée.

9. ASSURANCES

9.1 Assurances souscrites par le titulaire

Le titulaire fait son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans l'ouvrage.

Il veille aussi à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la réglementation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent en tant qu'engins en dehors de toute circulation.

Par **dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux**, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, avant la signature du marché puis au cours du premier trimestre de chaque année les attestations d'assurance suivantes.

9.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Nonobstant les polices qui pourraient être souscrites par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir au Maître d'Ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurances justifiant la souscription de la police de responsabilité civile.

Elle sera rédigée par les sociétés d'assurances en un seul exemplaire original ; elle vaudra quittance de paiement de la prime et comportera la description exacte des activités garanties (y compris pour les travaux donnés en sous-traitance).

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'Acte d'Engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Contenu des contrats d'assurance & libellé des attestations :

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché.

L'attestation devra préciser :

- La liste exacte des activités pour lesquelles l' Titulaire est garanti,
- La période de validité,
- La nature des garanties,
- Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous,
- Les éventuelles franchises,
- Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.

9.1.2 Assurance de responsabilité décennale :

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurance justifiant la souscription de la responsabilité décennale. Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

La police d'assurance couvre, pour l'ensemble des ouvrages, les conséquences pécuniaires des dommages matériels et immatériels de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792 pendant les périodes de garantie définies par ledit article.

Le candidat retenu sera tenu de produire à la demande du maître de l'ouvrage une attestation d'assurance dont la période de validité couvrira la date d'ouverture de chantier.

Les polices souscrites par le titulaire devront être gérées en capitalisation.

Les franchises sont à la charge du titulaire.

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants agréés éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

La non production des attestations d'assurance des membres du groupement ou des sous-traitants est un obstacle à la conclusion des marchés.

Contenu des attestations d'assurance :

L'attestation d'assurance désignera précisément le chantier concerné, son montant ainsi que la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti sera précisée dans son attestation.

9.1.3 Dispositions communes

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner sa résiliation.

9.2 Assurance souscrite par la personne publique

Le Maître d’Ouvrage envisage la mise en place d’un programme d’assurance Dommages Ouvrage couvrant l’opération.

L’entrepreneur ne pourra s’opposer à ce que ses assureurs ainsi que l’assureur de la police dommages- ouvrage constatent l’état d’exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l’objet d’une indemnisation après sinistre.

CHAPITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES

10. CLAUSES DE FINANCEMENT

10.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de cinq (5) pourcent du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R2191-42 du code de la commande publique.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés, un mois au plus tard après l’expiration du délai de garantie, à condition que l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

Si des désordres sont apparus lors de la garantie de parfait achèvement et n'ont pas été résolus à la fin de celle-ci, ladite garantie de parfait achèvement pourra être prolongée et, dans ce cas, la retenue de garantie ou la garantie à première demande est libérée un mois au plus tard après la date de réparation des désordres constatés.

La retenue de garantie est acquise de plein droit au maître d'ouvrage en cas de malfaçons, négligences ou tous autres manquements de l'titulaire à ses obligations.

10.2 Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire qui répond aux conditions des articles R.2191-6 à R.2191-7 du code de la commande publique.

La répartition des avances en cas de cotraitance, se fait au prorata de la répartition des paiements.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 10% du montant initial, toutes taxes comprises pour les entreprises répondant à la qualification de PME
- 5% du montant initial, toutes taxes comprises pour les autres entreprises

En cas d'affermissement des tranches, l'avance pourra être versée pour chaque tranche affermie répondant aux conditions des articles précédemment cités.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une sûreté, soit une garantie à première demande, soit une caution personnelle et solidaire.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché dans la mesure où la sûreté est transmise dans les temps au maître d'ouvrage. Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix commandé concerné.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191611 et R.2191-12 du code de la commande publique.

10.3 Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire. Le titulaire souhaitant céder ou nantir la créance, résultant de l'exécution du marché, doit demander au représentant habilité par le pouvoir adjudicateur une copie du marché, certifiée conforme, revêtue de la mention « copie conforme délivrée en exemplaire unique ».

11. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

11.1 Répartition des dépenses - contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

11.1.1 Répartition des dépenses communes de chantier

L'ensemble des dépenses communes de chantier est à la charge du compte prorata. Ce dernier est géré par le titulaire du marché du lot n° 2.

Il convient de se référer au CCTP 0 « Partie Organisation du chantier – article III.2 » et aux CCTP propres à chaque lot.

En tout état de cause, les entrepreneurs devront fournir, à la fin du chantier, un « quitus » attestant de la régularité des versements, pour qu'il soit procédé au solde de leur marché.

11.1.2 Contenu des prix

Le prix global et forfaitaire prend en compte et de manière non limitative :

- Les frais d'installation de chantier, dont les frais d'occupation de voirie et les éventuels frais d'huissier, et les frais de plans et documents d'exécution des installations ;
- Tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des éléments à poser et à installer ;
- Les frais d'études techniques et d'établissement des documents d'exécution à la charge du titulaire ;
- Les frais de piquetage le cas échéant ;
- Les frais résultant des demandes et observations de l'expert nommé dans le cadre d'un référé préventif, du maître d'œuvre et du contrôleur technique ;
- Les frais d'essais des matériaux, matériels, prototypes et installation et établissement des PV d'essais ;

- Les frais de nettoyage, d'enlèvement et de tri des déchets, gravas et emballages en cours et en fin de chantier, celui-ci devant resté dans un état de propreté acceptable pour le maître d'ouvrage, ainsi que les frais d'entretien de voirie ;
- Les frais d'assurances de toutes natures ;
- Les frais d'établissement des plans de recollement, des notices d'entretien, d'utilisation, d'exploitation des installations ...

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en euros.

- En tenant compte de toutes les sujétions d'exécution, notamment celles mentionnées à l'article 9.1 du CCAG Travaux.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites fixées au présent CCAP.

Les prix comprennent également les éventuelles incidences financières dues au strict respect des instructions figurant dans le Plan Général de Coordination (PGC) et ses modifications ultérieures ainsi que des décisions prises en matière de sécurité santé par le coordonnateur.

11.1.3 Règlement des comptes

Les prestations traitées à prix global et forfaitaire sont réglées sur la base de projets de décomptes mensuels présentés par l'entreprise et dont le cumul correspond au prix global et forfaitaire indiqué dans la CDPGF.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle sur les quantités ou sur la nature des Travaux à exécuter et des fournitures à livrer par le titulaire.

11.1.3.1 Projets de décomptes et acomptes mensuels

Tous les échanges concernant la facturation devront être transmis à la maîtrise d'œuvre aux adresses suivantes : clotilde.chapelon@atleiera4.fr et secretariat@atleiera4.fr

Lors de la première réunion de chantier un modèle de situation sera fourni au titulaire qui devra ensuite l'utiliser tout au long du marché.

Après validation préalable de l'avancement par l'OPC, le titulaire envoie le 25 de chaque mois considéré au maître d'œuvre sa demande de paiement prenant la forme d'un projet de décompte.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire, est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui détermine le montant de l'acompte mensuel. L'ensemble est ensuite transmis au maître d'ouvrage.

11.1.3.2 Décompte final - Décompte général – Solde

Le projet de décompte final du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 12.3.1 à 12.3.4 du CCAG Travaux.

L'établissement du décompte final et général par le maître d'œuvre ainsi que la notification du décompte général à l'entreprise et le mandatement du solde correspondant par le maître d'ouvrage, interviennent conformément aux dispositions prévues aux articles 12.4.1 à 12.4.5 du CCAG Travaux.

Le décompte général est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

11.1.3.3 Présentation des demandes de paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique et conformément aux dispositions prévues aux articles 12.1.1 à 12.1.10 du CCAG Travaux.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures seront émises électroniquement le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le maître d'ouvrage rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les demandes de paiement comportent :

1. le nom et la raison sociale du créancier
2. le numéro SIRET du titulaire
3. le numéro du marché
4. la date de réalisation des prestations
5. pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise et les prix forfaitaires
6. le montant et le taux de TVA légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
7. le cas échéant tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération

11.2 Variation dans les prix

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (In / Io)$$

Avec :

Io : Valeur de l'index de référence au mois de remise des offres soit le mois d'octobre 2023

In : Valeur de l'index de référence au mois d'exécution des travaux

L'index de référence « I » choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index suivant (propre à chaque lot).

Dans certains cas, l'index pris en compte est une combinaison d'index de référence tels que définis ci-dessous.

Lots concernés	Index
LOT01 - VRD	TP01 (100%)
LOT02 DEMOLITIONS / GROS OEUVRE / ETANCHEITE	BT06 (100%)
LOT03 ETANCHEITE	BT53 (100%)
LOT04 CLOISONS/ FAUX PLAFONDS	BT08 (100%)
LOT05 REVETEMENTS DE SOLS ET MURS	BT10 (100%) BT46 (100%)
LOT 06 MENUISERIE INTERIEURE	BT18a (100%)

LOT07 MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE	BT19b (70%) BT42 (30%)
LOT08 ELECTRICITE	BT47 (100%)
LOT09 CVC / PLOMBERIE / SANITAIRE	BT38 (40%) BT40 (35%) BT41 (25%)

Les indices sont publiés au Bulletin officiel du Ministère en charge du calcul des indices Bâtiments et Travaux Publics. Les index sont consultables sur le site de l'INSEE.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée ;

11.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements. Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

11.4 Agrément et paiements des sous-traitants

Le titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975 et selon les dispositions du CCAG Travaux, notamment son article 3.6. Il ne peut en aucun cas sous-traiter la totalité de son marché.

Le Titulaire a l'obligation de déclarer et de faire accepter son sous-traitant par le maître de l'ouvrage : il doit également faire agréer les conditions de paiement du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte expose le titulaire à la résiliation du marché et le sous-traitant à ne bénéficier d'aucun paiement des prestations effectuées.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que, par **dérogation aux dispositions de l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux**, il incombe au titulaire et non à l'Université de Toulouse de notifier aux sous-traitants l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

11.5 Conditions d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage ne pourront être accordés qu'après mainlevée à hauteur de la ou des part(s) sous-traité(s), du nantissement affectant éventuellement le contrat principal.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours de marché, l'acceptation est subordonnée au remboursement de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Pour les sous-traitants agréés par l'Administrateur, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte des modalités de variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

11.6 Délai global de paiement du titulaire et du sous-traitant payé directement

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de quarante (40) euros.

12. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des travaux initialement prévues ;
- Changement de dénomination du Titulaire ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

CHAPITRE IV RESILIATION

13. RESILIATION - MESURES DE RESILIATION

Il est fait application de l'article 50 et suivants du CCAG Travaux.

Dans le cas où la résiliation pour faute serait prononcée aux frais et risques du titulaire défaillant, les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

14. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article C.C.A.P.	Déroge à l'article du CCAG Travaux
2	4.1
3.2	28.1
3.3	28.2.3
4	19.2.4
4	19.2.1
4	19.2.2
5.2	28.1
5.4	28.5
6	14.4.3
6	15.1
7.1.1	41.1.3
9.1	8.1.3
11.4	3.6.1.2